

# Repenser les subventions dans la mise en oeuvre des Plans de reconstruction post-COVID et dans l'atteinte des objectifs climat-développement en Méditerranée

Constantin Tsakas

Senior Policy Analyst & Fundraising Consultant,  
(Center for Mediterranean Integration, The World Bank),  
FEMISE researcher.



CENTER for MEDITERRANEAN  
INTEGRATION | CENTRE pour  
l'INTÉGRATION en MÉDITERRANÉE  
مركز التكامل المتوسطي

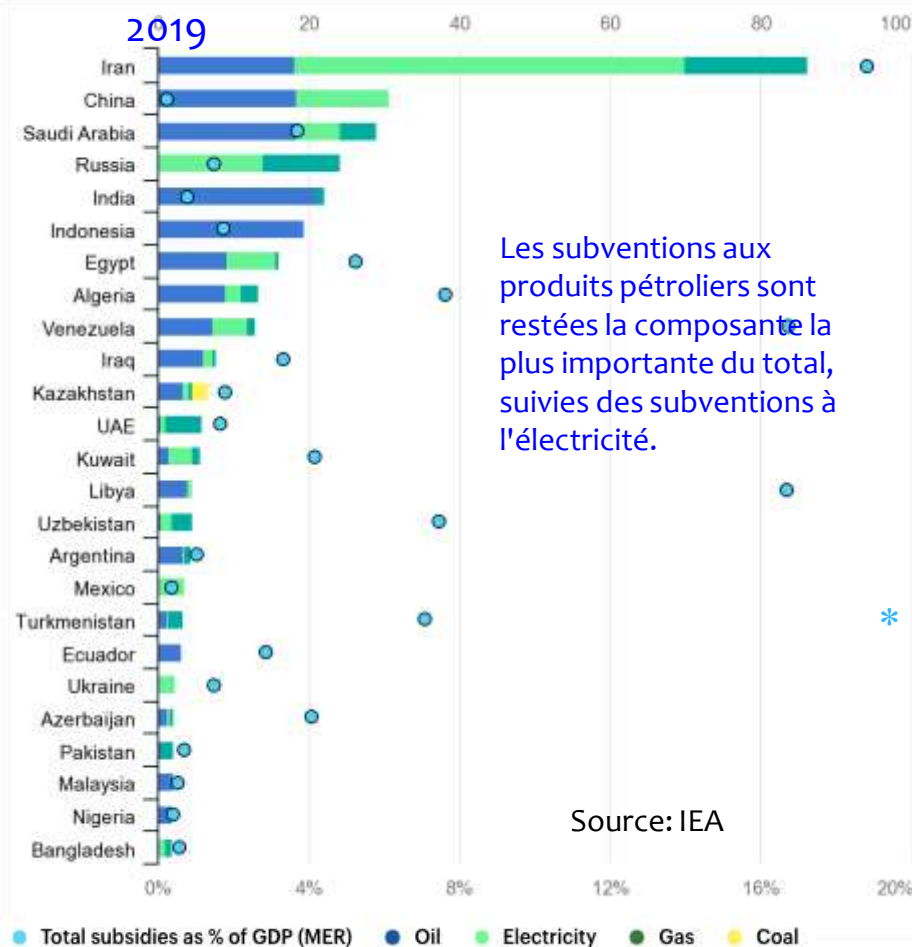
Présentation préparée avec Silvia Pariente-David,  
Senior Advisor Energy (Center for Mediterranean Integration, The World Bank)

# Contexte Méditerranéen

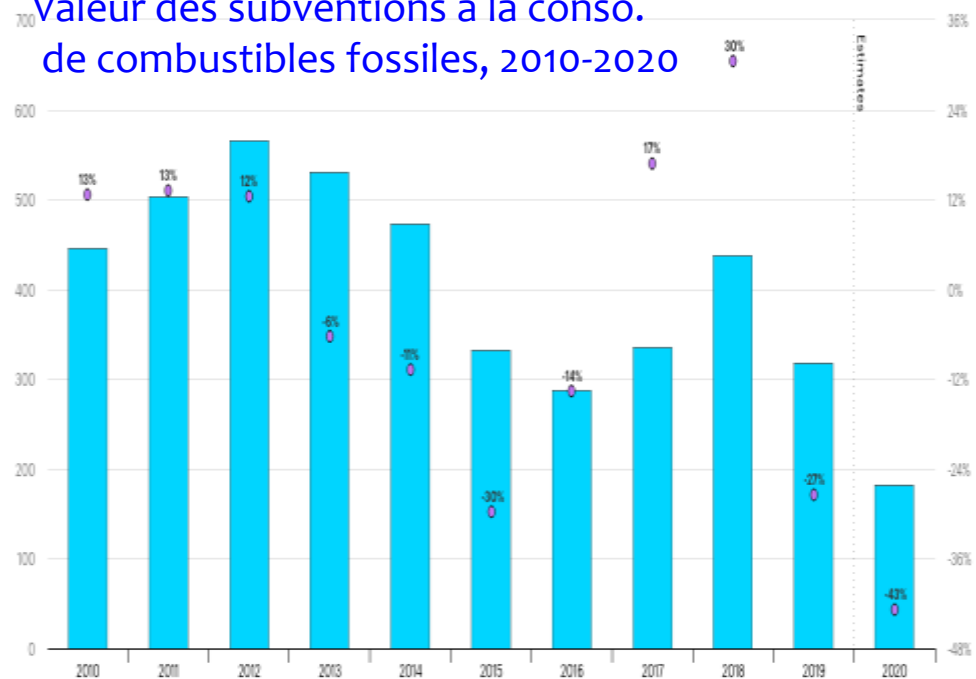
- \* La Méditerranée est un « hot-spot » du changement climatique. Elle se réchauffe 20% plus vite que la moyenne mondiale, avec des impacts sur les ressources en eau, la santé, la sécurité alimentaire, les écosystèmes...(MEDECC, 2020).
- \* La réduction à la source des émissions de gaz à effet de serre (GES) à travers une refonte des systèmes énergétiques est une opportunité majeure dans la lutte contre le changement climatique. L'intégration de l'environnement dans les politiques sectorielles nécessite également la suppression des subventions préjudiciables à l'environnement (Plan Bleu, 2020).
- \* Les pays méditerranéens dépendent en grande partie d'énergies fossiles dont l'impact sur le changement climatique est important. Les subventions fossiles pèsent parfois lourdement sur les budgets.
- \* Des pays de la région ont entrepris des mesures pour réformer leurs systèmes de subvention aux énergies fossiles.
- \* Dans l'après Covid, dans une période où le prix de l'énergie est bas, il est important de continuer sur cette voie et d'avoir une cohérence entre les plans de relance verts, les CDN et les ODD.

# Un « timing » idéal pour poursuivre les réformes...

Valeur des subventions aux combustibles fossiles par type, 2019



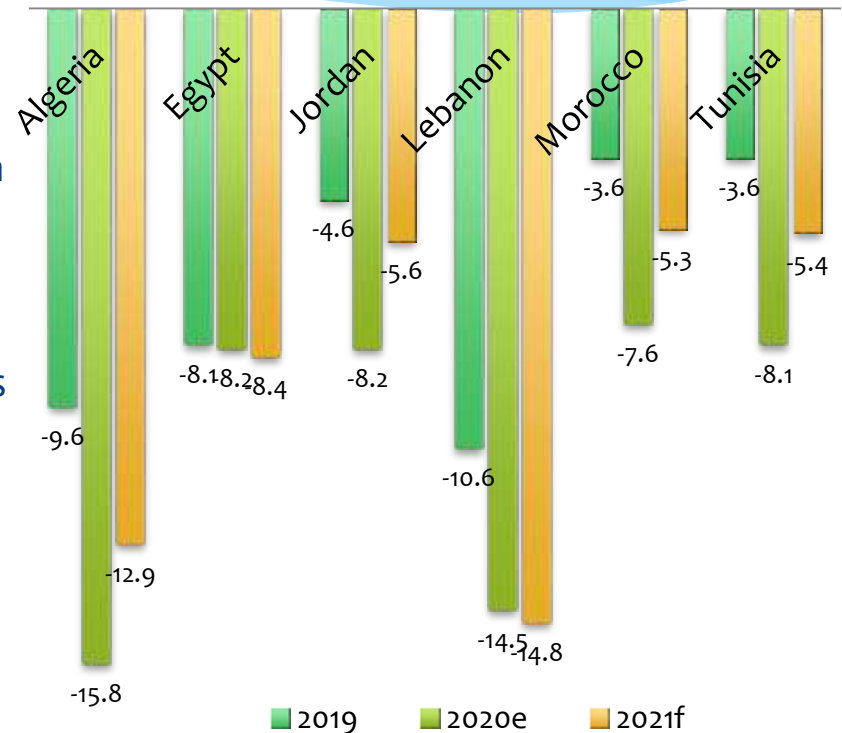
Valeur des subventions à la conso. de combustibles fossiles, 2010-2020



# ... réformes qui libéreront aussi des ressources fiscales nécessaires aux pays méditerranéens

## Fiscal balance (% of GDP)

- \* Les pays de la région ont réagi rapidement pour atténuer les conséquences économiques de la crise du Covid. Environ 2,7% du PIB ont été alloués aux mesures fiscales, tandis que 3,4% du PIB en injection de liquidités ont été activés par les banques centrales au cours des premières semaines de la crise (moyenne MENA).
- \* Cependant, ces mesures posent des défis en termes de stabilité macro-économique, en particulier dans les pays fortement endettés. **La marge de manœuvre en termes de revenus fiscaux est très limitée**, ce qui rend particulièrement difficile la définition de plans de relance économique environnementaux, sauf s'ils reçoivent un appui financier externe, ce qui est en déjà en cours pour certains pays avec le FMI et la Banque Mondiale.



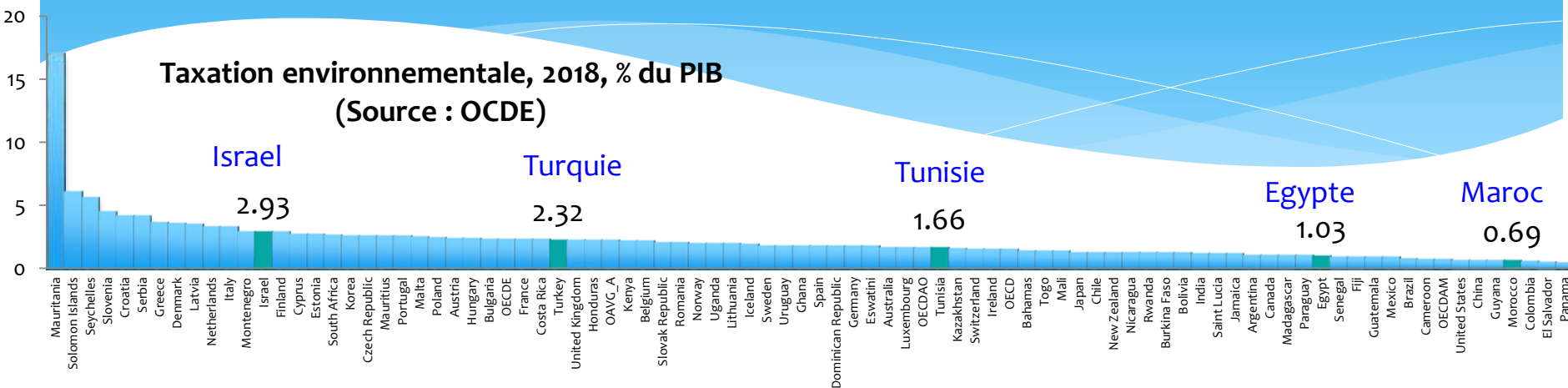
Source: World Bank

# Les ressources libérées pourraient appuyer davantage de nouvelles politiques vertes post-covid...

Un Policy Brief CMI & FEMISE (« Policy Responses to the Environmental Challenges of COVID-19 in the Southern Mediterranean Region » par Vera Danilina, à paraître en Nov2020) note qu' une stratégie efficace pour relever les défis post-covid doit inclure :

- \* 1. Un soutien aux entreprises exportatrices prospères et des investissements à long terme. La priorité devrait être donnée aux industries dans lesquelles le pays a un avantage comparatif révélé et aux nouveaux investisseurs dont le processus de production repose sur des technologies respectueuses de l'environnement.
- \* 2. Une politique publique respectueuse de l'environnement. Des **marchés publics verts et des exonérations fiscales** pour les entreprises vertes peuvent être introduits.
- \* 3. Les pays devraient continuer à s'aligner sur les ODD.

# ...les politiques vertes devront aussi s'appuyer sur des instruments spécifiques...



- \* **Marchés publics verts et fiscalité verte comme instruments de la politique environnementale méditerranéenne** : Une recherche FEMISE (Danilina and Trionfetti, 2019) offre un éclairage sur les avantages et les inconvénients de chaque instrument en Méditerranée.
- \* **En économie fermée**: une unité de perte de pouvoir d'achat avec les MPV correspond à une baisse de dégradation environnementale 6,7 fois plus importante par rapport à la fiscalité. Mais en impact absolu, la fiscalité est plus puissante que les MPV car elle entraîne une baisse 1,8 fois plus forte de la dégradation de l'environnement, bien qu'elle entraîne une réduction du pouvoir d'achat 10,7 fois plus forte (compromis entre viabilité politique et efficacité absolue des politiques environnementales alternatives).

# ...les réformes vertes devront aussi s'appuyer sur des instruments spécifiques...(suite)

## \* **Politique environnementale dans le cadre de l'intégration commerciale (3 scénarios identifiés) :**

1. **Complémentarité des politiques commerciales et environnementales.** Lorsque les politiques environnementales sont identiques tant dans leur type que dans leur rigueur, l'intégration commerciale laisse le niveau de dégradation de l'environnement inchangé mais entraîne une augmentation du pouvoir d'achat dans les pays commerçants (win-win pour tous)
2. **Effet de refuge de pollution.** Le pays qui opte pour une fiscalité environnementale plus sévère gagne davantage de l'intégration commerciale que le pays qui introduit des MPV ou une fiscalité plus faible. L'intégration commerciale transfère les industries polluantes aux pays dont la réglementation environnementale est moins sévère, sans pour autant nécessairement conduire à la réduction de la dégradation de l'environnement sur le plan global.
3. **Le paradoxe de la vertu.** Si tous les pays optent pour des MPV, le pays le plus vertueux sur le plan environnemental (qui dépense davantage en biens verts) fait face à une baisse du pouvoir d'achat tandis que le pays le moins vertueux y gagne. Pendant ce temps, la dégradation de l'environnement mondial est en baisse.

# Les plus vulnérables auront besoin d'être protégés...

\* OPTION 1 : utilisée si la réforme a un impact insignifiant sur le bien-être. Ex. si le pays n'a pas la capacité pour étendre les FSS au moment de la réforme ou si les augmentations des prix de l'énergie affectent peu les pauvres (cycles élimination subventions sur l'essence au Maroc et en Tunisie).

\* OPTION 2 : option préférée, la plus directe et la plus efficace si - et seulement si - les programmes couvrent déjà le majorité des pauvres et peuvent absorber de nouveaux pauvres.

\* OPTION 3 : étendrait la couverture d'un programme existant pour couvrir une part suffisante des vulnérables. Nécessite souvent de réformer les programmes existants (ciblage, contrôles d'éligibilité) et une forte capacité administrative.

\* OPTION 4 : la plus difficile, mais parfois la seule viable. De nouveaux FSS peuvent être introduits rapidement (ex. compensation temporaire en Jordanie dans le cadre des efforts de réforme en 2012 et 2018).

Approches possibles pour les filets de sécurité sociale (FSS) pendant la réforme des subventions énergétiques (RSE)



Source : Ruslan Yemtsov and Amr Moubarak, World Bank (2018)



# L'exemple de l'Egypte

- \* L'Égypte est le seul pays de la région à connaître une croissance positive pendant la crise du COVID-19. Parmi les explications : **des réformes macroéconomiques et des réformes des subventions énergétiques qui ont libéré des ressources pour des dépenses sociales et des investissements publics.**
- \* Les subventions pour les produits pétroliers ont chuté de 65% au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019/2020 (baisse annuelle d'environ 1,3 milliard de dollars). Le gouvernement égyptien met en œuvre un plan d'investissement (27,6 milliards de dollars) pour réaliser au moins 691 projets verts pour l'exercice 2020/2021 (secteur des transports et de l'énergie). L'Égypte a annoncé aussi son intention d'éliminer les subventions à l'électricité et d'augmenter les tarifs d'électricité entre 15% et 33% à partir d'août 2020.
- \* La Tunisie a aussi introduit un mécanisme d'ajustement mensuel automatique des prix pour les ventes intérieures d'essence et de diesel, dans le but d'éliminer les subventions.
- \* Au Maroc, le «Pacte pour la relance économique et l'emploi» renforce la transition vers les énergies renouvelables et le développement d'une politique de l'eau respectueuse de l'environnement, adapte le secteur du tourisme pour le faire croître et suit la voie de l'utilisation durable des terres et de la préservation de la biodiversité.

# Opportunités

- \* Aller vers davantage d'intégration sur le plan énergétique en Méditerranée
- \* Renforcer les compétences des décideurs locaux et entreprendre des actions sur multiples échelles

# Les avantages d'une plus grande intégration des marchés de l'énergie en Méditerranée



Moreno-Dodson B., Marchesini G. Dewaleyne C., Berti-Palazzi M. (2019), « Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » : implications et opportunités pour la Méditerranée », produit par Fraunhofer ISI, Octobre.

- \* Dans un rapport sur le paquet législatif «Clean Energy for all Europeans» - CE4ALL (2019), le CMI explore différentes options de coopération entre les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM) et les États membres de l'UE. Les options de coopération concernent le déploiement des sources d'énergie renouvelables, le développement des interconnexions entre pays de l'UE et pays tiers et le couplage des marchés, avec la création de plateformes de trading commune à plusieurs pays.
- \* Les PSEM pourraient participer aux programmes de soutien aux énergies renouvelables des pays de l'UE sous la forme de projets conjoints. Le CE4ALL pourrait faciliter la mise en œuvre de ces opportunités de coopération, peu utilisées à ce jour, en particulier au travers du Mécanisme de financement de l'UE et du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE).

# L'opportunité de renforcer aussi les compétences des décideurs locaux et d'entreprendre des actions sur multiples échelles

Les gouvernements infranationaux Euro-Med dans la lutte contre le changement climatique

Cadre d'action, exemple de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et opportunités de coopération à l'échelle méditerranéenne

Directeurs de la publication:  
Pr. Patricia Augier (IM, FEMISE)  
Dr. Constantin Tsakas (IM, FEMISE)  
Stéphane Pouffary (ENERGIES2050)

Coordinateur de la production:  
Stéphane Quefelec



Quefelec S., Augier P., Tsakas C., Pouffary S. (2018), « Les gouvernements infranationaux Euro-Med dans la lutte contre le changement climatique », rapport IM-FEMISE-ENERGIES2050, Décembre.

- \* Un enjeu crucial est aussi lié à la nécessité de **renforcer les compétences des décideurs locaux et de l'ensemble de leurs services**. Il s'agit d'aller au-delà d'une simple sensibilisation pour que chaque partie prenante, selon son mandat, puisse mobiliser ses moyens pour s'inscrire dans une stratégie environnementale collective (IM-FEMISE-ENERGIES2050 2018).
- \* De manière générale, une relation d'intégration semble nécessaire : d'une part, intégrer aux stratégies de développement les préoccupations relatives au changement climatique (« mainstreaming »); d'autre part, intégrer dans la lutte contre le changement climatique les enjeux du développement durable.
- \* Les actions à mettre en œuvre concernent de multiples échelles allant de la petite action dans un quartier urbain ou sur un champ agricole, aux politiques nationales et internationales en matières d'agriculture, de relations commerciales et autres, en passant par le redéploiement planifié du développement des territoires locaux. L'expérience et les échanges en la matière entre les territoires sont capitaux.

# Initiative régionale du CMI : Forum méditerranéen sur l'énergie et le changement climatique



- \* En Méditerranée, le CMI soutient la transition vers une économie sobre en carbone en Méditerranée :
  - \* (i) en diffusant des connaissances et bonnes pratiques en Méditerranée et
  - \* (ii) en sensibilisant aux avantages de la création d'un grand marché intégré de l'énergie Euro-méditerranéen

- \* Pour atteindre cet objectif, le CMI a lancé en 2015 le **Forum méditerranéen sur l'électricité et le changement climatique**, une plateforme de discussion entre pays, organisations internationales, régulateurs et compagnies d'électricité. Les événements du forum couvrent des questions telles que le rôle de l'intégration méditerranéenne dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les avantages de l'intégration du marché régional de l'énergie pour la montée en puissance des énergies renouvelables, les réformes réglementaires nécessaires pour permettre un commerce de l'électricité verte sans entraves en Méditerranée, le rôle de l'hydrogène pour atteindre la neutralité carbone, etc.

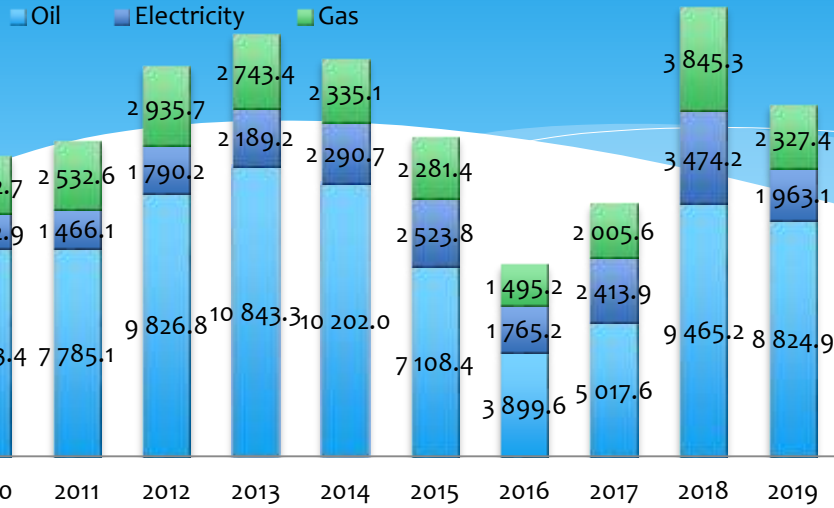
- \* En savoir plus : <https://www.cmimarseille.org/>

Merci pour votre attention

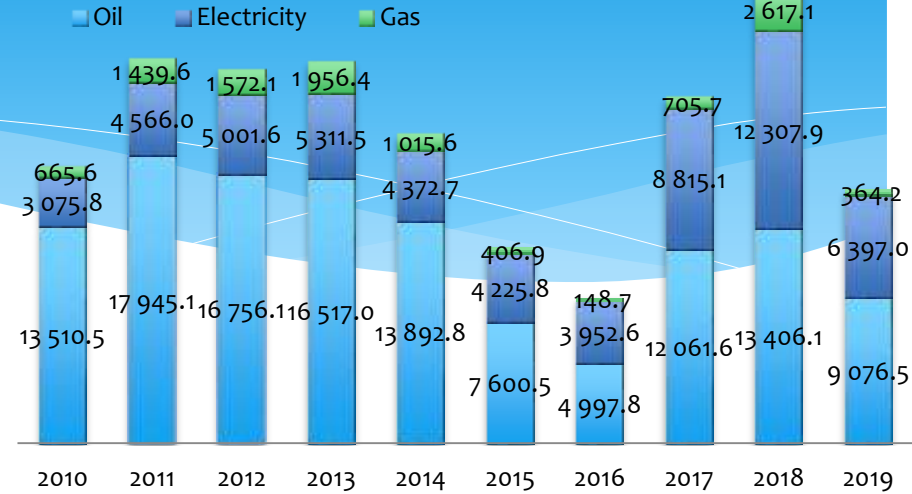
# ANNEXE.

## Evolution des subventions aux combustibles fossiles par type, Source IEA

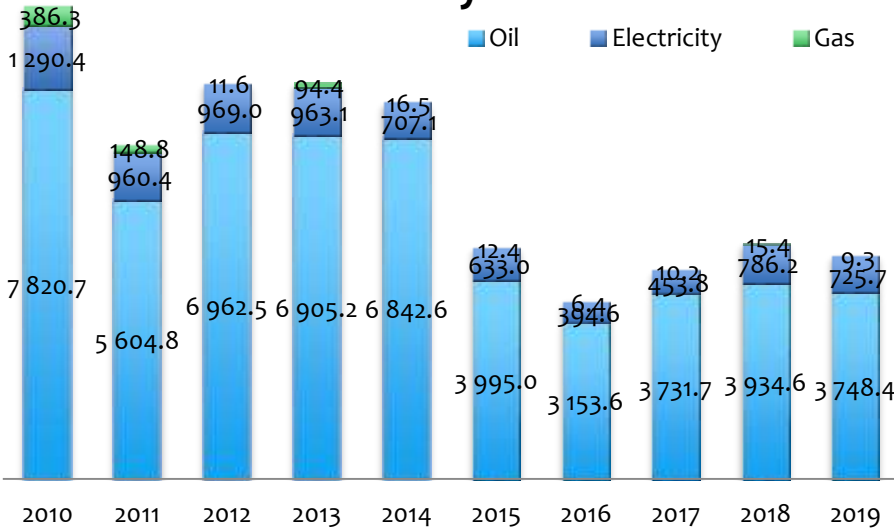
### Algeria



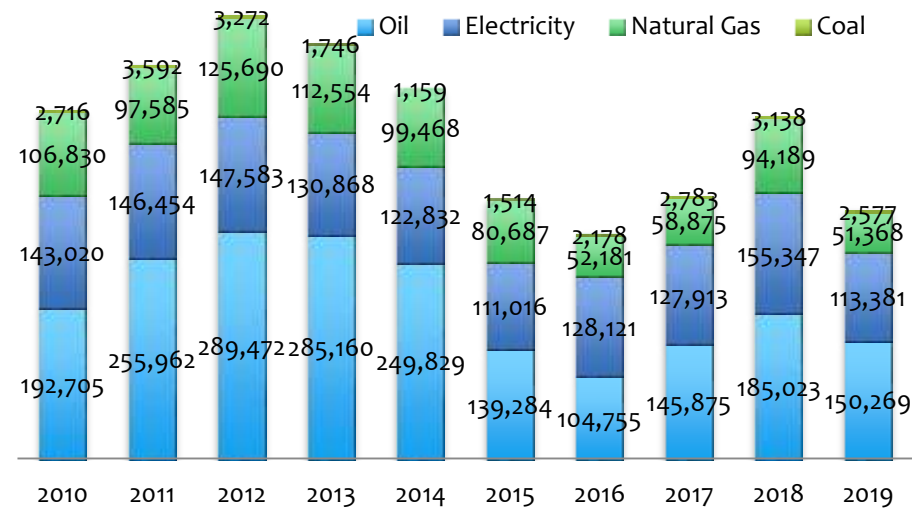
### Egypt



### Libya



### World



# Bio

- \* Constantin Tsakas joined the CMI in 2020 as Senior Policy Analyst / Fundraising Consultant. He contributes to the Center's fundraising & partnerships strategy. In addition, he produces policy-relevant research feeding into the CMI's knowledge creation component. Prior to joining the World Bank, he was the General Manager of Institut de la Méditerranée working for the emergence of sustainable models of development and for a greater involvement of civil society in public policies. As General Secretary of the FEMISE think-tank network he also worked on the reinforcement of dialogue and research on economic and social issues in the Euro-Mediterranean region. Dr Tsakas is also lecturer at SciencesPo. His thematic interests and publications include issues related to : Innovation, Social Entrepreneurship, Education, Women Empowerment, Climate Change and Trade Integration. He holds a PhD in International Economics from Aix-Marseille University (France).